



Strasbourg, le 13 novembre 2024

Extrait du registre des délibérations du Conseil d'administration n°650-2024 du 13 novembre 2024

Séance du : 13 novembre 2024
Sous la présidence de : Nathalie MOTTE, présidente

Membres en exercice : 29 titulaires et 9 suppléants
Ont assisté à la séance : 20 membres
Absents excusés : 7 absents dont 2 pouvoirs
Absents non excusés : 5 absents titulaires non excusés

Titulaires présents :

Léo ATMANE, Nina CASATI, Emmanuelle CASTELLAN, Salem DRICI, Murielle FABRE, Florence FORIN, Philippe GEISS, Julie GIGOUT, Bernard GOY, Corinne HAJOSI, Aya HIMER, Anne-Marie JEAN, Volana JOLY, Nasser KHELIFI, Anne MISTLER, Nathalie MOTTE, Nathalia MOUTINHO, Joseph SIMEONI, Jean VERNE, Pascal ZIEGLER

Pouvoirs :

Emmanuelle SUAREZ donne pouvoir à Nathalie MOTTE,
Mathieu SCHNEIDER donne pouvoir à Anne MISTLER.

Titulaires excusés :

Béatrice BULOUE, Meftaha MEKOUAR, Thomas QUARRE, Stéphane ROTH, Marie TERRIEUX,
Mathieu SCHNEIDER, Emmanuelle SUAREZ

Titulaires non-excusés :

Michel ANDREU-SANCHEZ, Pierre JAKUBOWICZ, Dominique MASTELLI, Bertrand PAUVERT,
Caroline ZORN

Objet : modalités de mise en œuvre des formations liées au Compte Personnel de Formation (CPF)



Contexte :

La loi n° 2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels et le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 ont instauré de nouvelles mesures au sein de la fonction publique et notamment le CPF (Compte Personnel de Formation).

Le compte personnel de formation (CPF) compose, avec le compte d'engagement citoyen (CEC), le compte personnel d'activité (CPA). Il permet à tout agent, titulaire, stagiaire ou contractuel de bénéficier d'une formation lui permettant d'accéder à une qualification ou de développer ses compétences dans le cadre d'un projet d'évolution professionnelle.

Il se substitue depuis le 1er janvier 2017 au Droit Individuel à la Formation (DIF) et permet aux agents publics d'acquérir des droits à la formation, au regard du travail accompli.

Il appartient à l'assemblée délibérante de fixer les modalités de mise en œuvre du CPF et notamment les plafonds de prise en charge des frais de formation au sein de la Haute école des arts du Rhin.

Au regard de l'importance de l'accompagnement des agents dans la réalisation de leur projet professionnel et ainsi la nécessité de leur accorder toutes facilités afin de permettre l'accomplissement, il est proposé à l'assemblée le dispositif suivant :

Article 1 : Formations éligibles au titre du CPF

Les formations et certifications éligibles au CPF sont en lien avec un projet d'évolution professionnelle, qui consiste à :

- Suivre une action de formation visant à l'obtention d'un diplôme, d'un titre ou d'une certification répertoriée au répertoire national des certifications professionnelles (RNCP), d'un certificat de qualification professionnelle (CQP) ou un développement des compétences professionnelles
- Prévenir un changement de poste en lien avec un risque d'inaptitude au travail
- Développer les compétences nécessaires à la mise en œuvre d'un projet d'évolution professionnelle
- Suivre une action de formation de préparation aux concours et examens
- Valoriser les acquis de l'expérience (VAE)
- Suivre un bilan de compétences

Les heures de formation relatives à l'adaptation aux fonctions exercées par l'agent concerné ne sont pas déduites du CPF.

Dans le cadre de la préparation d'un concours administratif ou un examen professionnel, est éligible au titre du CPF uniquement le concours ou l'examen professionnel qui ne correspond pas au calibrage du poste occupé par l'agent.

Par ailleurs, un agent bénéficie, en plus de la décharge de 5 jours accordée de droit, d'un temps de préparation personnelle de 5 jours par le biais de son compte épargne temps (CET) ou, à défaut, de son CPF, dans la limite de 5 jours par année civile.

Le CPF est également mobilisable pour un temps complémentaire de préparation d'une VAE ou pour un bilan de compétence.

Article 2 : Demande d'utilisation du CPF

La demande de formation liée au CPF est initiée par l'agent et adressée par écrit au service RH au moins 2 mois avant le début de la formation.

REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20241113-650_2024-DE

Celle-ci comportera notamment les éléments suivants :

- Une demande formalisée à l'aide du formulaire de demande à retirer auprès de la/le conseiller-e formation
- La présentation du projet professionnel en précisant l'objectif, la nature et le contenu pédagogique de la formation
- Un devis précisant la durée, le calendrier et le coût de la formation.

Les demandes sont limitées à une demande par agent et par année civile.

Article 3 : Instruction des demandes

Les demandes seront étudiées deux fois par an selon le calendrier suivant :

- Dépôt de la demande 1ère quinzaine d'octobre/ sélection 2ème quinzaine d'octobre
- Dépôt de la demande 1ère quinzaine d'avril/ sélection 2ème quinzaine d'avril

La/le conseiller-e formation de l'établissement reste à disposition des agents dans l'accompagnement de leurs démarches en attendant la période d'ouverture de dépôt des demandes de financement CPF.

Article 4 : Arbitrage des demandes

Les demandes sont examinées par une commission d'arbitrage comprenant la/le responsable RH, la/le conseiller-e formation, la/le directeur-riche des études pour les enseignants, la/le administrateur-ice pour le personnel administratif et technique, la/e directeur-riche de la Hear suivant ses disponibilités.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du décret n°2017-928 du 06/05/2017, l'autorité administrative donne priorité aux actions visant à :

- 1° Suivre une action de formation, un accompagnement ou bénéficier d'un bilan de compétences, permettant de prévenir une situation d'inaptitude à l'exercice des fonctions.
- 2° Suivre une action de formation ou un accompagnement à la validation des acquis de l'expérience par un diplôme, un titre ou une certification inscrite au répertoire national des certifications professionnelles ;
- 3° Suivre une action de préparation aux concours et examens.

En conséquence seront prioritaires les actions de formation selon l'ordre suivant :

1. les formations liées aux savoirs de base (CléA : socle de connaissances et de compétences qu'il est utile de maîtriser pour favoriser l'insertion professionnelle)
2. les formations liées à un reclassement professionnel ou à une inaptitude physique reconnue par la médecine du travail
3. les bilans de compétences et les VAE
4. les préparations à concours et examens professionnels
5. les formations visant à l'acquisition de nouvelles compétences, ou à un changement d'orientation professionnelle

L'arbitrage des demandes de financement de formation au titre du CPF se fera selon les critères suivants :

- La disponibilité du budget
- L'ancienneté de l'agent dans la collectivité et sur le poste (1 an minimum)
- Le niveau de qualification ou niveau d'études de l'agent
- La cohérence, la faisabilité du projet
- La motivation de l'agent qui aura la possibilité de présenter son projet s'il le souhaite
- Les nécessités du service
- Le nombre de demandes d'utilisation du CPF de l'agent au cours des 5 dernières années

REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2024

Application agréée E-lesglobe.com

99_DE-067-200028124-20241113-650_2024-DE

La décision de l'autorité territoriale sur la mobilisation du CPF sera adressée par écrit à l'agent dans un délai de deux mois à compter de la date de dépôt de la demande.

Le refus peut être contesté par l'agent devant l'instance paritaire compétente (CAP ou CCP le cas échéant). En cas de refus de la demande de mobilisation du CPF pendant deux années successives, le rejet d'une troisième demande portant sur une action de formation de même nature ne peut être prononcé par l'autorité territoriale compétente qu'après avis de l'instance paritaire compétente (CAP ou CCP le cas échéant).

Article 5 : Financement

Le budget annuel global consacré aux coûts pédagogiques des projets s'inscrivant dans le cadre du CPF sera fixé, au maximum, à hauteur de 15% du budget annuel alloué aux formations RH.

La somme pouvant être accordée pour une action de formation est plafonnée à 25€ par heure de formation créditée sur le CPF dans la limite de 1500€ par formation et par année civile.

Une journée de formation correspond à un forfait d'utilisation de 6h de droits acquis ; une demi-journée de formation correspond à un forfait d'utilisation de 3 heures.

Les frais de déplacements occasionnés par la formation suivie au titre du C.P.F. ne seront pas pris en charge par la collectivité.

Délibéré

Il est demandé au Conseil d'administration de se prononcer sur le projet de délibération suivant :

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'art.L.421-3,
Vu le Code Général de la Fonction Publique, notamment ses articles L422-8 à L422-19,
Vu la Loi n° 84-594 du 12 juillet 1984 relative à la formation des agents de la fonction publique territoriale et complétant la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
Vu la Loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,
Vu l'Ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation, à la santé et à la sécurité au travail dans la fonction publique,
Vu le décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;
Vu le Décret n°2016-1997 du 30 décembre 2016 relatif au compte personnel de formation des salariés de droit privé employés dans les collectivités territoriales,

Vu le Décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie, notamment son article 9,
Vu le Décret n°2019-1392 du 17 décembre 2019 modifiant le décret n° 2017-928 du 6 mai 2017 relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie,
Vu la Circulaire du Ministère de la Fonction Publique RDFF1713973C du 10 mai 2017 relative aux modalités de mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique,

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 21 octobre 2024

Vu l'exposé des motifs ci-dessus,

REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20241113-650_2024-DE

Après en avoir délibéré,
Le Conseil d'administration

- décide d'adopter les modalités de mise en œuvre des formations liées au Compte Personnel de Formation (CPF) telles que décrites ci-dessus ;
- décide que, sauf disposition expresse de l'assemblée délibérante prise sur un nouvel avis du Comité Social Territorial, ces dispositions seront reconduites chaque année.

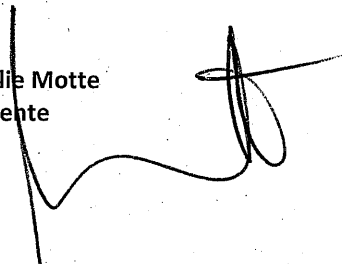
Vote

Votants	:	20
Pour	:	20
Contre	:	00
Abstention	:	00

Adopté à l'unanimité

Rendu exécutoire par transmission à la Préfecture le
et affichage à la Haute école des arts du Rhin le à 17 heures.

Nathalie Motte
Présidente



REÇU EN PREFECTURE

le 04/12/2024

Application agréée E-legalite.com

99_DE-067-200028124-20241113-650_2024-DE